

Yacouba Sawadogo – «prix Nobel alternatif» 2018 – fait reculer le désert depuis quarante ans. Au *Courrier*, le paysan dit son espoir que cette récompense l'aide à diffuser sa technique «zaï»

L'homme qui fait reverdir le Burkina

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNA AZNAOUR

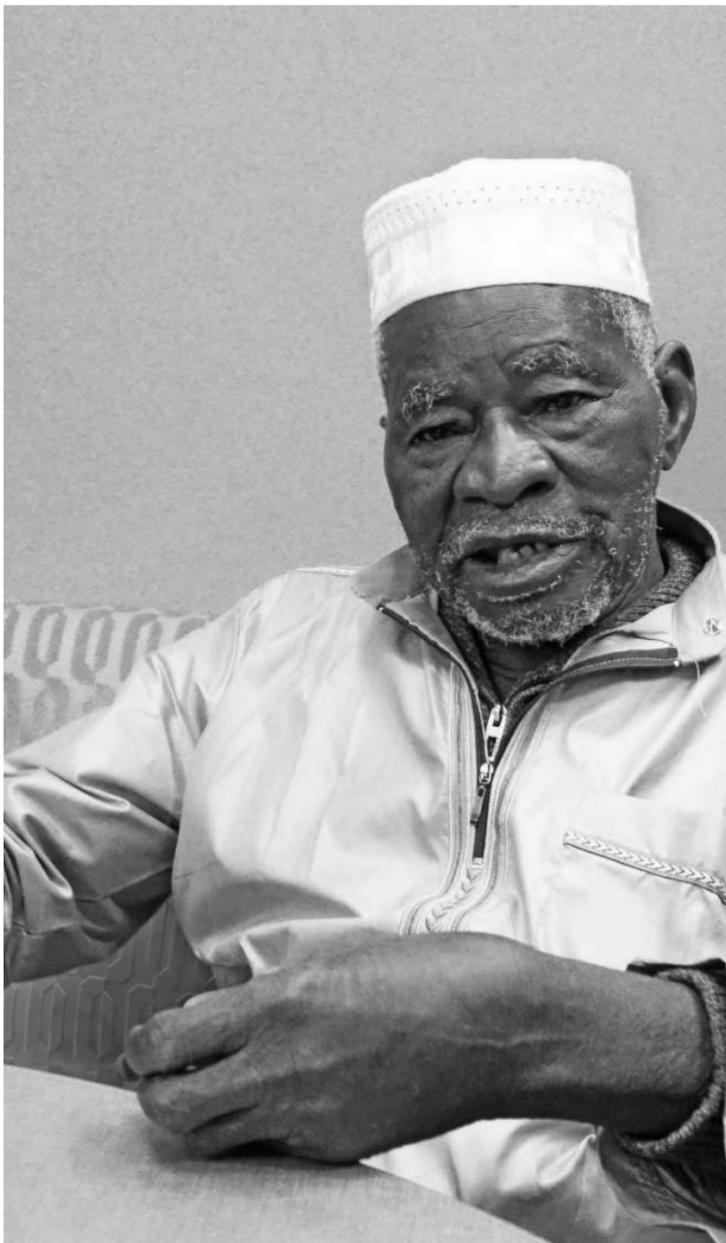
Agriculture ► L'un des lauréats de la 39e édition du prix Nobel alternatif est un modeste cultivateur burkinabè dont l'innovation a quasi le même âge que la vénérable institution qui le récompense. Appelée «zaï», cette technique ancestrale a été réinventée et remise au goût du jour par Yacouba Sawadogo dans les années 1980. Elle permet de régénérer des terres infertiles et de faire renaître des forêts, qui créent un rempart à l'avancée du désert et favorisent les rendements agricoles à proximité. Le paysan, aujourd'hui âgé de 76 ans, espère désormais que la récompense reçue le 23 novembre dernier l'aidera à propager sa technique loin à la ronde.

D'où vous est venue l'idée de cette technique?

Yacouba Sawadogo: Avant de suivre les traces de mes parents cultivateurs, j'ai été commerçant au marché d'Ouahigouya, ville la plus proche de mon village. J'y allais tous les jours pour vendre des vêtements et du métal. Mais, au début des années 1980, notre région du Sahel a été durement touchée par la sécheresse. Les gens ne venaient alors plus au marché. Beaucoup mouraient de faim. C'est là que j'ai décidé de retourner à notre terre nourricière. Et, en l'absence de pluie, il fallait trouver un moyen pour l'aider à retenir l'eau et faire pousser les cultures. D'où l'idée de «zaï».

En quoi consiste-t-elle et comment l'avez-vous mise en pratique?

Pendant trois ans, j'ai expérimenté plusieurs manières de faire, pour finalement arriver à la conclusion qu'il fallait creuser des trous importants dans la terre asséchée et encroûtée afin de relancer sa fertilité. Il s'agit donc de quadriller le sol de cuvettes de 20 à 40 centimètres de diamètre et de 15 à 20 centimètres de profondeur, de sorte à canaliser les eaux de ruissellement. Le rôle de ces micro-bassins [alimentés



Yacouba Sawadogo, «l'homme qui fait reculer le désert», compte sur sa reconnaissance internationale pour faire reculer un autre péril: l'urbanisation sauvage. AAZ

en fertilisants] est également de favoriser la rétention du sable et des matières organiques emportés par le vent pour qu'on y sème ensuite des cultures. Hydraté et nourri, le sol ainsi préparé est prêt pour accueillir et faire pousser les graines. Le plus important, c'est de savoir adapter la taille et la profondeur des cuvettes à l'état de chaque parcelle traitée afin d'obtenir les meilleurs volumes et qualités de récolte.

Quelles étaient les plus grandes difficultés de votre projet?

La première était la jalousie des gens, qui ne supportaient pas l'idée de voir quelqu'un réussir ce qu'il entreprenait. Pour cause, ils ont brûlé trois fois la forêt que j'avais fait pousser et où les animaux commençaient à revenir. Mais, comme je n'abandonnais pas, ces mêmes personnes revenaient, discrètement, observer ma méthode pour l'apprendre et l'appliquer chez eux. La deuxième était le manque d'aide du gouvernement. D'ailleurs, le peu d'attention qu'il a accordé à mon projet, je le dois aux journalistes étrangers qui ont diffusé l'information dans leurs pays respectifs. Pourtant, j'avais sollicité à plusieurs reprises les autorités burkinabè pour appliquer à l'échelle de tout notre Etat le concept de «zaï».

«Mon objectif est de partager ce savoir à une large échelle, pour le bien de tous»

Comment avaient réagi les autorités à vos sollicitations?

J'avais proposé à Blaise Compaoré, l'ancien président de Burkina Faso, de faire la démonstration de l'opérationnalité de ma méthode dans sa région natale. Il l'a accepté. Et pendant deux ans – 1996 et 1997 – avec une vingtaine de mes villageois, nous avons travaillé ces

terres et appris la technique «zaï» aux habitants. Tous ces efforts ont été rémunérés d'une somme unique de 40 000 CFA, soit 4 francs suisses par personne pour deux ans de travail. Et, malgré les retombées positives de notre labeur, aucune suite n'a été donnée, ni aide apportée à ce projet.

Depuis, est-ce qu'il y a eu des changements?

Oui, mais pas dans la bonne direction. Actuellement, c'est l'urbanisation galopante qui est mon plus grand souci. Les villes s'agrandissent de plus en plus et, ce faisant, prennent en otage les périphéries. Pour loger les gens, le gouvernement leur octroie gratuitement des terrains agricoles. Dont des parcelles que j'ai revitalisées. Une fois sur place, ils se mettent à raser ou brûler la végétation pour rendre ces sols constructibles. Mais le pire est que certains font du business lucratif avec ce cadeau des autorités en vendant leur terrain à des tiers. J'assiste donc impuissant à la destruction du résultat de mes nombreuses années de travail.

Est-ce que ce prix pourrait changer la donne?

Je l'espère. En quarante ans, j'ai reçu beaucoup de monde, à qui j'ai appris ma technique. Malheureusement, la plupart des apprenants la gardent pour eux. Or, mon objectif est de partager ce savoir à une large échelle, pour le bien de tous. La situation climatique actuelle rend cet enseignement d'autant plus urgent que la sécheresse qui frappe plusieurs régions de la planète va pousser leurs populations affamées à l'exil. Avec les conséquences économiques et politiques désastreuses pour toute la planète si l'on continue à fermer les yeux sur les besoins vitaux de l'homme et de la nature. 1

Collaboration: Kalizeta Ouedraogo

1 Le Right Livelihood Award est décerné tous les ans par une fondation suédoise à quatre personnes ou organisations exemplaires et visionnaires qui s'attaquent «aux racines des problèmes mondiaux».

Faire briller Noël jusqu'en Colombie

Lausanne ► Dès jeudi, l'association Catleya, active en Colombie, sera pour la première fois présente au Marché de Noël solidaire.

Du 13 au 15 décembre, la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) organise son désormais traditionnel Marché de Noël solidaire au centre socioculturel Pôle Sud, à Lausanne. Quarante organisations engagées dans la solidarité internationale, dont *Le Courrier*, exposeront leurs idées-cadeaux. Une occasion de se faire connaître qu'a saisie pour la première fois l'association Catleya, qui, depuis 2008, intervient en Colombie en faveur des populations déplacées par le conflit armé.

Deux ans après la signature d'un accord de paix censé mettre fin aux violences, les défis restent importants. Au nord du pays, la région portuaire de Magangué concentre un grand nombre de réfugiés de tous horizons, en proie à une grande précarité. «Dans ce contexte où

ces personnes n'ont pas d'aide, sont victimes de la peur et du manque de perspectives, il s'agit de faire fleurir l'initiative collective», explique Christian Pinilla, vice-président de Catleya, du nom de la fleur nationale.

«Le réel challenge est de redonner confiance aux habitants en leurs capacités; de créer une vraie vie de quartier et, à terme, une identité commune», continue le Valdo-Colombien. Et cela, en lien avec l'organisation locale Atucsara, qui se «préoccupe de ces familles qui n'avaient d'autre choix que d'aller s'entasser dans les quartiers pauvres de la première grande ville sur le chemin», renchérit sa collègue, Anne de Montmollin. Certaines de ces familles survivent avec moins de 30 francs par mois. Favoriser la sécurité alimentaire par l'agriculture écologique, ou encore le développement communautaire par l'appui scolaire ou les activités associatives: les projets ne manquent pas.



Partenaire de Catleya en Colombie, l'association Atacsura organise des projets de quartier. Ici, un groupe de danse à Nueva Colombia. CATLEYA

Avec la pauvreté, la prolifération de gangs liés au trafic de drogue expose particulièrement la jeunesse. Parmi celle-ci, certains sont devenus moniteurs pour Atucsara et sillonnent les cinq quartiers où est présente l'association. Jésus, 16 ans, enseigne le sport et la musique et ne tarit pas d'éloges envers le projet: «Grâce aux activités de

prévention, la consommation de drogue a diminué, de même que la participation aux gangs. Les enfants mettent à profit leur temps libre de manière saine pour apprendre à jouer d'un instrument ou pratiquer le foot, comme une manière d'améliorer leur qualité de vie.»

L'association s'appuie pour cela sur le centre Ecole pour la

paix, qui a pour vocation de former 3300 jeunes ces trois prochaines années. Cet engagement envers la communauté permet de financer partiellement leurs études et, à terme, de s'autonomiser. A l'image de Maria Angelica, 19 ans, dont la famille a dû fuir un village voisin de Magangué en 2010 en raison du conflit et d'inondations. «Ceci a marqué ma vie et aujourd'hui je suis une jeune femme qui s'engage pleinement. J'ai terminé mon bac, et aussi une formation de technicienne de la petite enfance. Actuellement je travaille comme monitrice et j'ai commencé des études supérieures pour devenir psychologue», s'enthousiasme-t-elle.

Dès jeudi, les bénévoles de Catleya se relayeront pour promouvoir ces projets et sensibiliser le public à ces enjeux dans une ambiance conviviale. Ils pourront aussi compter sur leur trentaine de membres pour venir y vendre des produits colombiens. Café, *panela* (pain de mēlasse) et sacs seront au ren-

dez-vous, aux côtés des traditionnels bijoux en filigrane de la région de Magangué. Selon Béatrix Niser, chargée de communication à la Fedevaco, un marché solidaire permet une consommation éthique qui démontre que «chacun peut, à son niveau, contribuer au développement».

Entre quarante et cinquante bénévoles feront vivre cette édition 2018 placée sous le thème de la réciprocité. Un marché qui, victime de son succès dans le milieu associatif, doit refuser des exposants.

ACHILLE KARANGWA

Marché de Noël solidaire, du 13 au 15 décembre à Pôle Sud (J.-J. Mercier 3, Lausanne). Jeudi et vendredi: 17 h-22 h, samedi: 11 h-20 h. Buvette ouverte jusqu'à minuit.

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.